CINQUIÈME ANNÉE. — N° 1. L'émancipation des travailleurs ne peut qu'être l'œuvre des travailleurs eux-mêmes. DU 1er AU 7 JANVIER 1910.

LA VOIX DU PEUPLE

JOURNAL SYNDICALISTE PARAISSANT LE SAMEDI

ORGANE DE LA FÉDÉRATION DES UNIONS OUVRIÈRES DE LA SUISSE ROMANDE

C.I.R.A.

RÉDACTION ET ADMINISTRATION
PULLY-LAUSANNE
DERNIER DÉLAI POUR LES MANUSCRITS : LE MERCREDI

ABONNEMENTS
Un an, **4** fr. — Six mois, **2** fr. — Etranger, un an, **6** fr.
LE NUMÉRO : 10 CENTIMES

COMPTE DE CHÈQUES POSTAUX N° II. 416
L'argent destiné au journal peut être versé dans tous les bureaux de poste, **sans frais,** en indiquant notre compte de chèques II. 416.

EN AVANT!

Quatre ans!... Avec ce numéro commence la cinquième année.

Petit poisson deviendra grand, disions-nous jadis. Le voici grand maintenant, les nageoires alertes, les écailles brillantes, les ouïes saines. Plus d'une fois les pêcheurs en eau trouble s'imaginèrent l'avoir ferré. Mais chaque fois, d'une secousse, il sut se décrocher et retomber à l'eau, vivant, toujours plus vivant. Maintenant il connaît les amorces, mouches et asticots de justice, roueries et trucs de magistrats, vers de vase politicienne, et les filets, les nasses, les harpons légaux, enfin tout l'attirail traître qu'on achète et qu'on vend dans la fameuse boutique à l'enseigne de : « La Liberté de la Presse ». Ah! petit poisson la connaît cette boutique, — et il se méfie. Il veut grandir, grandir encore et, après s'être attaqué aux brochets goulus, s'attaquer aux... requins et aux baleines! — Oh! oh! rien que ça? — Dame, oui. — Ça promet! — Qui vivra verra!

Parlerons-nous de nos débuts?

Ce serait intéressant à coup sûr, mais ce serait long. Ils furent pénibles. La *Voix du Peuple*, en effet, ne devait être dans la pensée de quelques-uns qu'un journal de secte, la chose d'une coterie d'ambitieux. La *Voix du Peuple* (écrivait par exemple M. U. G.), la *Voix du Peuple* sera ce que nous voulons ou elle ne sera pas. En réponse à cette grotesque injonction, nous avons fait d'elle une tribune libre. Ceux qui aiment à pontifier, à décréter, à trôner, furent fort mécontents. Peu à peu ils se retirèrent pour n'honorer de leur prose précieuse que les organes corporatifs, où ils sont maîtres absolus. Restèrent autour de la *Voix* ceux qui aiment la libre discussion, d'où doit jaillir la lumière. « Respect des principes » fut notre règle. Permettre de tout dire et de contredire, c'est vouloir la vérité, c'est rendre hommage à la raison, c'est n'admettre d'autre autorité que celle de l'évidence. Nous sommes restés le plus possible fidèles à cette méthode.

Tout d'abord cela n'alla pas sans inconvénients. On... s'engueula de temps en temps. Nous eûmes de la peine à faire comprendre que les gros mots ne prouvent rien. Mais peu à peu le ton de la controverse s'éleva, on s'appliqua à préciser les idées, à argumenter; les dissidences cessèrent de s'étaler en cruels dissentiments; la polémique se fit plus spirituelle, plus gaie, plus raisonnable, quoique sévère. C'était toute une éducation à faire : nous y avons beaucoup travaillé.

Tous les ouvriers sont libres ici. Ils y sont accueillis, comme ils y sont conviés : avec joie! Il n'y a que les grimpions que nous n'aimons pas. Ah! par exemple, les partisans de la lutte de places, oui, certes, nous les avons dans le nez. Nous vivons avec eux comme chiens et chats. Et l'on ne saurait nous le reprocher, puisque la *Voix du Peuple* a été créée pour combattre précisément les parasites de la classe ouvrière, tous les parasites, tous sans exception, où qu'ils soient, quels qu'ils soient, exploiteurs, dirigeants, arrivistes et arrivés. Nous en avons assez des « dévoués » de l'assiette au beurre. Du beurre! non messieurs, pas même de la margarine!...

Autre chose. On nous en a voulu de ne pas accorder de place aux annonces et réclames. Or, une page de publicité est, en général, une page de tromperies : première raison. Seconde raison : nous ne voulons pas de ces fils à la patte, de cette corruption déguisée. Nous savons fort bien ce que c'est et où ça conduit... au Brésil, et ailleurs, plus près et pire! Sur ce point, notre ligne de conduite ne subira aucune modification; elle reste et restera inflexible. D'ailleurs la preuve est faite qu'un journal ouvrier peut vivre sans annonces, quand ses collaborateurs et rédacteurs sont désintéressés et travaillent pour la Cause, comme il convient, sans espoir de gain, sans esprit de lucre. Et même, sauf les procès que nous avons dû subir, la *Voix du Peuple* réaliserait déjà, chaque année, de jolis bénéfices. Nous ne courons pas après, mais quand ils viendront, nous saurons les bien employer, en prenant avis de nos lecteurs et de la Fédération des Unions ouvrières de la Suisse romande.

Allons-nous maintenant faire notre éloge, énumérer les progrès accomplis? Inutile! Ils sont là et quiconque nous suit les constate. Nous préférons songer aux progrès à réaliser encore, avec l'aide de tous nos amis. Ceux-ci sont nombreux et les approbations d'abord discrètes, destinées à s'affirmer un jour, sont de plus en plus fréquentes. Nous puisons là un précieux encouragement et une grande confiance dans l'avenir. Bien des yeux se sont ouverts. On nous comprend, on apprend à examiner, à voir, à savoir. Car ce que nous demandons, nous, aux camarades, c'est de réfléchir, de penser, de ne pas se prendre aux mots comme les alouettes se prennent aux miroirs, de ne pas croire qu'un navet est une rose et, devant une vessie, de ne pas répéter que c'est une lanterne, parce que d'autres l'ont dit. Voilà! Bref, nous nous efforçons de faire des « conscients » et non pas de simples suiveurs, des moutons qu'on conduit indifféremment, bêtement, ici, là ou ailleurs, au gouffre ou à l'abattoir. Il nous faut des conscients; il nous faut des hommes. Sans hommes, tout changement — qu'il soit réforme ou révolution — ne sera jamais qu'une duperie ou une oppression nouvelle. Sans hommes, vous aurez beau asseoir la propriété sur d'autres bases, l'œuvre sera fragile. Un citoyen n'est pas émancipé lorsqu'il subit des maîtres nouveaux. Ce n'est pas parce que nous aurons changé les portraits dans les cadres et mis X à la place d'Y que nous aurons fait quelque chose d'utile. Au contraire! Et ce n'est point parce que nous accompagnerons de chants humanitaires les extorsions pécuniaires et les actes d'arbitraire que nous aurons conquis un sort meilleur. La tyrannie au nom de la Loi ou au nom du Roi est toujours la tyrannie. Nous ne voulons pas d'un changement de mots et de personnel dirigeant; nous voulons un changement de choses. C'est en vue de ce changement profond et nécessaire que nous luttons. Nous allons à travers les crachats, les invectives, les diffamations, les menaces, les persécutions. Là-bas s'ébauche la Cité Future. Marchons! En avant!

Que 1910, camarades, vous soit plus léger que 1909. Travaillons ensemble, sincèrement, énergiquement, comme nous l'avons fait jusqu'ici, mieux que nous ne l'avons fait jusqu'ici, à l'émancipation du travail. En avant!

LA VOIX DU PEUPLE.

NOTRE CARNET

Le Travail et l'Argent.

Tout l'industrialisme tient dans ces mots : « *la rémunération des capitaux* » et non pas du travail.

L'Ordre n'est pas d'édifier une minoterie pour nourrir une population, un tissage pour la vêtir : il s'agit de rémunérer un capital, et surtout de créer des besoins nouveaux. Car un besoin matériel se traduit toujours par un besoin d'argent, ce qui permet au capitaliste *de louer* son argent plus cher, puisqu'il est plus demandé.

L'effort produit par les hommes est hors de proportion avec le bonheur qu'ils retirent de l'industrialisme, et d'ailleurs une grande partie de l'effort industriel s'use à alimenter l'industrie elle-même, sans profiter directement à l'être humain. Ajoutez à cela la production du luxe et du superflu, aux dépens du nécessaire, et vous comprendrez à quelle savante organisation de la misère aboutit l'Ordre.

Malice et morale.

Un auteur anglais prétend qu'il est trois choses auxquelles une femme *doit* et *ne doit pas* ressembler :

1. Elle doit ressembler à l'escargot qui ne quitte jamais sa maison; mais elle ne doit pas, comme l'escargot, mettre sur son dos tout ce qu'elle possède!

2. Elle doit ressembler à l'écho qui ne parle que si on l'interroge; mais elle ne doit pas, comme l'écho, chercher à avoir toujours le dernier mot!

3. Enfin, elle doit être, comme l'horloge de la ville, d'une régularité parfaite; mais elle ne doit pas, comme l'horloge, se faire entendre de toute la ville!

Inutile de dire que ce moraliste n'est point un féministe, mais un moraliste pur et simple : cela se voit. A vrai dire s'il rencontrait jamais une femme ressemblant à un escargot, mais... à un écho, mais... à une horloge, mais..., il pousserait un cri d'horreur. Y a-t-il bien réfléchi avant d'écrire? J'en doute!

Soldat.

On nomme *soldat* une sorte de bécasse. Quant à l'homme qui porte ce même nom, c'est une machine qu'on fait tourner à droite, à gauche à volonté; qui se met à genoux, à plat-ventre; qui marche et s'arrête au commandement, dort ou veille, boit, mange ou digère à un signal donné, puis tout à coup fourbit ses armes, quitte sa patrie, et va dans les pays lointains combattre de braves particuliers qu'il ne connaît pas et qui ne le connaissent pas davantage. Alors il envoie et reçoit des balles, laisse généralement un ou deux de ses membres sur le champ de bataille, quand il n'y laisse pas sa peau, et plus il tue, plus il est content et honoré.

— C'est donc un être méchant et cruel?

— Lui?... Pas toujours, oh! non.

— C'est donc un imbécile?

— Qui sait?

— Ou bien, il est donc magnifiquement payé pour agir si contrairement à ses instincts?

— Dame! oui : j'en sais à qui l'on donne un sou par jour.

Cueillette.

Le plus petit pouvoir est un grand corrupteur. *Benjamin Constant.*

Nos ancêtres servaient les étrangers les armes à la main. Aujourd'hui nous les servons une serviette sous le bras.

Professeur Hilty.

Les mercenaires se trouvaient au plus bas degré de l'échelle sociale.

Colonel Gaedke (Berliner Tageblatt).

Je ne donne pas de leur âme (des mercenaires) une noix pourrie. *Erasme.*

D'après certains auteurs, les Suisses auraient fourni à la France, de 1480 à 1712, environ 1,100,000 mercenaires, assassins à gages. *Jacques Bonhomme.*

L'Etat et le Peuple

Lorsqu'un brigand a fait un gros butin pour son propre compte, ses compagnons aussitôt l'entourent, chacun d'eux réclamant sa part. Malheur au bandit qui ne ferait pas de concessions à ses acolytes! C'en serait fait de lui. Il ne peut se soustraire à son sort que si, parmi la bande, il compte un ou deux complices ou alliés, qui, eux aussi, partagent entre eux seuls le butin.

Au cours de l'année dernière, deux pareils actes de brigandage furent accomplis par ces bandits qui s'appellent les puissances européennes : je parle de la Bosnie-Herzégovine et de la Finlande.

Lorsque l'Etat se prépare à commettre un délit, il s'adresse tout d'abord au peuple, afin de décharger sur lui sa responsabilité. Mais jamais l'Etat ne s'adresse au peuple pendant la période des machinations diplomatiques : le peuple est bien trop bête pour prendre part au jeu de la haute diplomatie; c'est là l'affaire des ministres et des ambassadeurs.

C'est seulement quand ces messieurs ont embrouillé les choses jusqu'à friser une catastrophe que, tel un *deus ex machina,* paraissent des appels « à mon peuple » dans lesquels, grâce aux pires artifices de réthorique, les masses sont excitées les unes contre les autres.

Cet appel à l'ignorance des esclaves n'a que trop souvent sauvé l'Etat de sa perte. C'est la panacée universelle pour tous les maux de l'Etat. C'est sur ce défaut de raison dû à des siècles d'atavisme que l'Etat échafaude sa civilisation. C'est pourquoi la condition principale de l'existence d'un Etat, est le maintien de l'ignorance du peuple, produit de son asservissement. Cette ignorance est soigneusement entretenue par l'Etat à l'aide d'innombrables mauvais ferments, tels que la superstition, la haine de races, l'adoration de l'or et de l'idole, la morale esclavagiste, etc., et poussée ainsi à un degré de puissance qui enserre les hommes et les conduit à leur perte.

Lorsque nous jetons un coup d'œil sur l'activité néfaste que l'Etat déploie vis-à-vis du peuple, il est difficile de se limiter par suite de l'abondance de la matière qui se presse sous la plume.

Nous allons cependant jeter un coup d'œil dans le seul domaine moral et intellectuel. La dégénérescence physique des peuples sous le régime de l'Etat est suffisamment connue; elle n'est, du reste, que la suite d'un amoindrissement intellectuel. Le ligotement systématique de l'esprit commence sur les bancs de l'école, où le jeune cerveau, imparfait encore, bourré de poids mort, fatigué par des non-sens, est rendu complètement étranger au côté sérieux de la vie. Le surmenage de l'Etat aboutit à la complète atrophie de l'activité intellectuelle et rend l'homme totalement inapte à reconnaître son propre intérêt.

Les œuvres du docteur L. Gourlitt, *Ma lutte pour la liberté*, et *Suicides d'écoliers*, remplissent l'office de phares dans l'effrayante activité pernicieuse des écoles d'Etat. C'est là que l'individu humain est tout d'abord transformé en individu d'Etat; c'est là qu'il perd sa personnalité et que son âme se moule sur un modèle agréable à l'Etat. Mais comme l'écolier n'est pas toute la journée à l'école, l'Etat court le danger d'en voir quelques-uns s'égarer tout de même sur la route de la vérité. Il cherche par conséquent à empêcher que, même en dehors de l'école, la jeunesse puisse se soustraire à son bras.

Aussi, que de choses croustillantes viennent s'offrir pour la modique somme de dix centimes, soit dans un cinématographe automatique, soit dans une vitrine de cartes postales ou dans une boutique de photographie d'art clandestine! Les joues en feu, des enfants, dans la première période de la puberté, se pressent devant ces misérables produits de l'art et de l'intelligence étatistes.

C'est là faire d'une pierre deux coups : d'un côté favoriser l'industrie capitaliste, de l'autre éveiller les plus bas instincts. Une fois ceux-ci éclos, la jeunesse aura à sa disposition la prostitution réglementée par l'Etat. De même qu'au matin le bourgeois pieux est par le son des cloches appelé à l'église où on lui prêche la soumission à l'Etat, de même le soir la lanterne rouge l'attire dans une autre institution d'Etat pour que, grâce à une saoûlerie physique et morale, il devienne inapte à poursuivre un but supérieur. Ainsi, à l'envoûtement moral succède l'enlisement physique. Et non seulement chaque psychopathe, mais chaque homme sensé sait quel facteur considérable représente l'abrutissement sexuel, quand il s'agit d'arracher l'homme aux conceptions plus élevées.

Mais tout cela est encore insuffisant. L'Etat a recours au poison. Des générations entières, grâce à l'alcool, sont rendues inaptes à la compréhension de leurs propres intérêts. Dans l'ombre et le silence, ils passent leurs quelques heures de liberté à absorber le poison dont l'Etat tient le monopole.

L'Etat ne protège et défend la liberté d'action de l'homme qu'à condition que celui-ci se laisse vendre (prostitution), mutiler et tuer (militarisme), affamer (chômage) ou empoisonner (alcoolisme) au bénéfice et dans l'intérêt du capitalisme.

Le même Etat possède cependant des lois très vertueuses et des employés plus vertueux encore, à l'usage de ceux qui, dans leur propre intérêt ou pour leur propre usage, cherchent les moyens de libérer et de relever l'humanité, d'éclairer le peuple et de le rendre attentif à sa destinée réelle et naturelle. Ces lois vertueuses, très vertueuses, poursuivent et frappent ceux qui prêchent aux miséreux la limitation des naissances (chacun a pourtant la libre disposition de son corps). D'abord parce que par là l'Etat pourrait être frustré d'un ou de plusieurs soldats, ensuite parce que le prolétaire, soustrait à l'angoisse quotidienne de subvenir aux besoins de sa trop nombreuse famille, pourrait en arriver à nourrir des idées dangereuses.

Celui qui se permet de placer sous les yeux de la masse le tableau des crimes de l'Etat, celui-là doit-être éloigné par la force; celui qui ne consent pas à suivre le chemin de l'abrutissement et de l'abêtissement, qui veut aller sa propre route, celui-là est un rebelle, un révolutionnaire, un anarchiste : gardez-vous de lui, citoyens, il est un danger pour l'Etat.

Et que de fois la masse ignorante donne dans le panneau! Aveugle et méprisée, elle suit l'Etat qui, après l'avoir d'abord violentée dans son corps et dans son intelligence, la pressure, la vide, puis la jette en pâture aux vautours du capitalisme.

Mais rien ne dure éternellement, pas même la bêtise. Le niveau intellectuel des peuples s'élève, la capacité de la pensée augmente, la majorité aveugle diminue, la minorité pensante et combattante grandit. Les peuples commencent à comprendre qui est leur ami et qui est leur ennemi : les serviteurs à gages de l'Etat intéressés à l'esclavage des masses, ou les champions populaires désintéressés qui risquent sans compter leur liberté et leur vie dans la lutte pour l'émancipation des peuples.

L'heure approche où les peuples trouveront enfin leur voie, et ce sera la dernière heure de l'Etat. Félix Asna.

Socialisme?

Ces diables de pasteurs ont le diable pour transformer une idée claire et nette en quelque chose de vague, d'éthéré, d'impondérable. Le socialisme, qui a pour base la propriété commune des moyens de production, du sol et du sous-sol; qui veut également la suppression du patronat et du salariat; qui est, en un mot, une économie nouvelle — ce socialisme-là, net et précis, ne leur convient pas et, pour preuve, voici ce que M. le pasteur Pflüger, de Zurich, écrit dans un article où il prône la nécessité des grandes organisations : « Les patrons devraient plutôt saluer l'étendue des organisations ouvrières et en jouir. »

Alors!!! Le syndicat est-il organisé pour l'avantage du patronat ou pour sa disparition? Le syndicat est-il un instrument d'émancipation ou au contraire est-il créé seulement pour fournir aux patrons des ouvriers capables, solides, etc., etc.?

C'est avec ces théories vagues, ni chair ni poisson, que l'on crée dans les masses ouvrières cet état d'esprit qui se traduit par l'indifférence. Pour nous, peuple, cela manque de clarté!!

Vous avez, messieurs les pasteurs, au point de vue social, le cul entre deux chaises, comme disait l'autre! C. R.

Le boycott de la Tribune de Genève

A LAUSANNE

L'Union ouvrière de Lausanne a décidé d'entreprendre d'une façon méthodique le boycott de la *Tribune de Genève.* A cet effet, elle vient d'adresser la circulaire suivante aux commerçants, libraires, marchands de tabacs, etc., vendeurs de la *Tribune de Genève* à Lausanne :

Lausanne, date du timbre.

M.

Vous avez sans doute entendu parler, en son temps, de la grève des typographes de Genève, qui a eu lieu au mois de mai dernier. Nous croyons cependant utile de vous en rappeler très brièvement les causes.

Le tarif des opérateurs à la machine à composer étant arrivé à son échéance, le Syndicat des typographes voulut entrer en pourparlers avec la Société des maîtres imprimeurs pour en établir un nouveau. Après bien des tergiversations, celle-ci consentit à discuter. Les ouvriers demandaient la reconnaissance et l'application *du même tarif que les imprimeurs lausannois avaient accepté quelque temps aupa-*

ravant. C'était ne pas trop exiger. Ce qui était possible à Lausanne devait l'être également à Genève. Pourtant, ce ne fut pas, tout d'abord, l'opinion des imprimeurs genevois qui, par leur inexcusable attitude, lassèrent la patience des ouvriers, qui durent recourir à la grève pour obtenir leurs légitimes revendications. Après quelques jours de grève, les patrons se décidèrent à finir par où ils auraient dû commencer : faire droit aux demandes ouvrières.

Seule, la *Tribune de Genève* refusa. Ce journal, que l'on a communément appelé « la millionnaire *Tribune* » ; ce journal qui, grâce à l'argent du peuple, peut distribuer du 13 p. 100 à ses actionnaires ; ce journal, seul, ne voulut pas souscrire à des conditions de travail reconnues comme des plus raisonnables par chacun.

Mais l'attitude de la *Tribune de Genève* ne devait pas s'arrêter là. Il ne lui suffisait pas de refuser aux ouvriers qui avaient édifié sa fortune les mêmes conditions accordées par les autres imprimeurs à leurs employés. Elle poussa plus loin le mépris qu'elle professe pour la classe laborieuse. *Elle commit un acte jusqu'alors inconnu dans les annales du travail en Suisse.* Au mépris de la Constitution fédérale, qui garantit le droit de coalition ; au mépris de tout élémentaire sentiment de justice, **elle mit sur le pavé ses quarante ouvriers**, *la plupart pères de famille et ayant vingt et vingt-cinq ans de service*, **parce qu'ils étaient syndiqués.**

Cette ignoble conduite ne pouvait laisser la classe ouvrière indifférente. Elle s'est solidarisée avec les quarante victimes des financiers américains du journal genevois. *Toutes les organisations ouvrières de la Suisse romande ont décidé de boycotter la* **Tribune de Genève**. Elles ont résolu d'extirper des foyers ouvriers un journal qui a sacrifié à sa cupidité quarante pères de famille. Dans ce but, elles ont entrepris, chacune dans leur rayon, un travail méthodique, persévérant, tenace.

L'Union ouvrière de Lausanne ne saurait méconnaître son devoir de solidarité. Après avoir étudié différents moyens pour mener son œuvre à bien, elle a estimé que le plus pratique, le plus rationnel, était d'intervenir directement auprès des commerçants, libraires, coiffeurs, marchands de tabacs, etc., qui vendent la *Tribune de Genève*, **pour les engager à renoncer à la vente de ce journal**. C'est dans cette intention que la présente circulaire vous est adressée. Notre demande est des plus logiques et des plus justifiées. La *Tribune de Genève* a mis quarante des nôtres sur le pavé ; nous voulons, en retour, l'empêcher de pénétrer dans nos familles. Nous voulons également, et surtout, demander aux commerçants lausannois, vendeurs de la *Tribune de Genève*, de se prononcer entre ce journal et la classe ouvrière qui constitue le gros, pour ne pas dire toute leur clientèle. Vendre la *Tribune de Genève*, c'est se rendre solidaire de son acte inique ; rompre toutes relations avec elle, c'est réprouver sa monstrueuse conduite. Nous vous demandons de vous prononcer pour la seconde attitude.

A partir du 15 janvier 1910, il sera dressé périodiquement une liste des commerçants lausannois qui continueront à vendre la *Tribune de Genève. Cette liste sera remise à toutes les organisations ouvrières de Lausanne pour qu'elles engagent leurs membres à ne pas se servir chez ces commerçants.* Nous espérons que vous tiendrez à ne pas figurer sur cette liste.

En vous demandant de bien vouloir nous aviser des suites que vous pensez donner à la présente, nous vous prions d'agréer l'assurance de notre parfaite considération.

Union ouvrière de Lausanne.

A la fabrique Suchard

Lorsque, dans notre dernier article, nous parlions de Serrières et de la fabrique Suchard, nous avons été obligé de résumer. Aujourd'hui, de nouveaux faits nous forcent à entrer dans plus de détails.

Le syndicat rouge gêne le contremaître Vioget. Il ne peut plus agir à sa guise, d'où son grand désir de le démolir. Tous les procédés lui sont bons.

Lors du mouvement de 1907, contrecoup inévitable de la grève Peter-Kohler, les militants avaient été révoqués du jour au lendemain, ce qui provoqua un grand mécontentement dans l'opinion publique. Lors d'une interpellation au Grand Conseil neuchâtelois à ce sujet, M. Pettavel, président du Conseil d'Etat, répondit : « Les ouvriers renvoyés ne l'ont pas été pour avoir adhéré au syndicat, mais pour avoir agi clandestinement et par des manœuvres empreintes de fausseté. » Or, nous en connaissons qui, à l'heure présente, ne savent pas encore ce qu'on leur reproche d'autre que d'avoir profité de la liberté d'association tant prônée par nos législateurs. La Ligue sociale d'acheteurs intervint. La violation était si flagrante que tous les révoqués furent réembauchés. Quelques-uns préférèrent ne pas rentrer, pensant que, quand les esprits seraient apaisés, on sévirait de nouveau contre eux. Et ils avaient raison. La suite des événements l'a prouvé et le prouve encore. Citons entre plusieurs, le cas de ce père de famille qui, pour satisfaire la rancune personnelle du contremaître Vioget, fut jeté à la rue cet été, grâce à un procédé digne des jésuites, juste au moment où sa compagne — une ancienne ouvrière de la fabrique également — était à l'agonie.

La semaine dernière, en plein hiver, nouvelle victime. Voici les faits :

Les ouvriers ont peiné dur pendant cette fin d'année pour livrer les commandes toujours pressées à cette époque. Maintenant que la presse est passée, bon nombre d'ouvriers sont de trop. On débauche. Belle occasion pour M. Vioget de faire sentir sa haine aux syndiqués.

Les ouvriers, qui toute la journée manipulent le chocolat, doivent immanquablement en avoir de temps à autre un peu sur eux pour grignotter en travaillant, surtout ceux qui font le transport de la pâte d'un atelier à un autre. Il n'était donc rien de plus facile, pour pouvoir les accuser de vol, que de les fouiller. Et M. Vioget le fit, d'abord seul, puis avec un chef d'atelier. Mais, ô déception ! ceux qu'on voulait piper n'en avaient que quelques bribes dans leurs habits de travail, tandis qu'un jaune en avait six livres dans son vêtement de sortie. Vous pensez que M. Vioget fut emprunté? Ce serait mal le connaître! Il mit à la porte les moins coupables pour garder l'homme aux six livres. Certes, la maladie d'autrui ne guérit pas la sienne et loin de nous l'idée de demander le renvoi de ce pauvre imbécile. Mais, de toutes ces manigances, une conclusion s'impose : c'est qu'on veut abattre le syndicat et, pour ce faire, tous les moyens sont bons.

Voilà dans quelle situation se trouvent, dans la libre et démocratique Helvétie, des ouvriers qui veulent profiter de la liberté d'association.

Il faut le dire : une grosse part de tout le mal vient du contremaître Vioget, ancien d'Eglise, conseiller général chargé — ô ironie! — de défendre les intérêts des ouvriers de Serrières au sein du pouvoir législatif de la commune de Neuchâtel, berger du fantôme syndicat jaune et président du Chœur mixte national sa digne succursale, etc...

Eh bien ! monsieur le garde-chiourme, c'est compris. Ce n'est pas le vol que vous voulez punir, puisque les roses de Morat ont été payées par votre bande, vous voulez seulement détruire le syndicat qui vous empêche d'être le maître absolu.

Mais quand vos victimes, lassées de vos tyrannies, en appelleront à la classe ouvrière consciente par l'organe de la Fédération des Unions ouvrières romandes pour appliquer à vos produits un boycott dans le genre Vautier, peut-être réfléchirez-vous.

Votre réponse, nous la connaissons : « Les ouvriers en seront les premières victimes. » La belle affaire, si tous les syndiqués, tous les ouvriers qui ont un peu de dignité doivent s'en aller tout de même grâce à vos turpitudes ! Car vraiment les choses ne peuvent marcher ainsi plus longtemps, et tant va la cruche à l'eau...

L. S.

DANS LES ORGANISATIONS

LAUSANNE

Un groupe d'ouvriers métallurgistes romands de Lausanne s'est constitué jeudi dernier en syndicat et a décidé d'adhérer à la Fédération des travailleurs du bâtiment. Les ouvriers et les manœuvres métallurgistes de la place, qui jusqu'à présent s'étaient tenus à l'écart du syndicat à cause des fortes cotisations et de la centralisation de la Fédération suisse des ouvriers sur métaux, feront bien de sortir de leur inactivité et de profiter de l'occasion qui s'offre à eux pour se réunir dans un syndicat autonome et exempt de fonctionnaires salariés. Les adhésions sont à envoyer au comité de la Fédération des travailleurs du bâtiment, à la Maison du Peuple.

Peuvent faire partie du nouveau syndicat tous les ouvriers et manœuvres serruriers, ferblantiers, appareilleurs, mécaniciens, mouleurs, fondeurs, chaudronniers, etc. La prochaine assemblée sera convoquée par la *Voix du Peuple.* L. S.

* * *

Les églises ne sont pas les seules à attirer les petits, le jour de Noël. En l'après-midi de ce jour, dans la grande salle de la Maison du Peuple, se pressaient aussi — cette année comme les précédentes — des enfants de prolétaires. Et ils en sortirent heureux, les mains pleines, grâce à l'initiative de la Société de la Libre Pensée. Initiative qu'on ne saurait trop louer car les temples, ce jour-là, regorgent de futurs prolos et nombreux sont, hélas ! les ouvriers qui envoient encore leurs gosses dans ces lieux maudits.

Le soir, dans la même salle, la même société organisait une soirée. Salle comble. Ici, une petite critique. Des dizaines et des dizaines d'enfants étaient là, voyant jouer des pièces et écoutant des monologues qui n'étaient pas du tout pour leur âge. La Société de la Libre Pensée a là, chaque année, une occasion unique de faire de la bonne et saine propagande par le théâtre. Qu'elle ne la laisse pas échapper ; qu'elle se montre exigeante, au point de vue de la qualité, vis-à-vis des personnes dont elle demande le concours. Du comique, certes il en faut, et beaucoup même, mais pas du comique de café chantant. Ceci dit en toute sympathie. C.

GENEVE

Le boycott de la *Tribune de Genève* entre dans une nouvelle et excellente période pour nous. Au temps où la *Julie* n'était pas boycottée, les fêtes de fin d'année lui rapportaient une fructueuse publicité. A cette époque bénie, les numéros de huit, dix et même douze pages, n'étaient pas rares ; et ces numéros comportaient pour le moins six pages d'annonces. Avec le boycott, cette année, le numéro de la veille de Noël comprenait... *six pages, dont une et demie d'annonces.*

Aussi, la *Tribune* se décide à attaquer le Syndicat typographique de Genève en 10,000 fr. de dommages-intérêts. La Société genevoise d'imprimerie, qui a confectionné les affiches du Syndicat typographique, est actionnée également pour la même somme. Ces faits sont de nature à nous engager à attaquer vivement les derniers commerçants qui font de la réclame dans la *Tribune.* Redoublons d'efforts, car nous approchons du but.

* * *

La Chambre syndicale et internationale des ouvriers menuisiers avise tous les membres de la corporation que l'atelier Ody, au Petit-Saconnex, est mis à l'index. Ce patron oblige ses ouvriers, sous peine de renvoi, à travailler aux pièces, ce qui est interdit par décision de la Chambre syndicale. Que pas un ouvrier conscient n'aille travailler chez ce patron.

EN VOYAGE

Les larbins de Son Altesse Albert Ier, prince de Monaco, roi des cocottes et des marlous, nous ayant exprimé la volonté de leur maître de ne plus nous voir paraître sur son rocher à roulette, nous sommes partis, avec deux camarades, à la recherche d'une contrée plus hospitalière. Car si, dans la patrie des tripots, les travailleurs ne sont naturellement pas en odeur de sainteté, quiconque est suspecté, non pas d'être anarchiste, mais seulement de ne pas tomber en adoration devant les beautés de l'ordre actuel, en est banni d'avance.

Là, pas besoin de faire de propagande. Dès que, d'une façon ou d'une autre, vous êtes signalé, le refus de permis de séjour ou l'arrêté d'expulsion vous attend.

Aucune force ouvrière, locale ou régionale, n'existe pour mettre un frein aux exactions policières.

La flicaille monégasque pousse l'arbitraire à un tel point que Jomini et Vitrine eux-mêmes en seraient jaloux. Tout n'est pas rose dans ce minuscule Etat. En face des palais, il y a les taudis ouvriers. A côté des noceurs crapuleux et des lupanars dorés, il y a toute la gamme de la misère, jusqu'au trottoir où les jeunes filles vont chercher un supplément à un salaire de famine.

Qu'importe tout cela pourvu que l'ordre règne, c'est-à-dire que les actionnaires des salles de baccara touchent de gros dividendes !

Et puis, là-haut, au sommet du rocher, n'y a-t-il pas l'église, où les représentants de Dieu étendent leurs mains, d'un geste bénisseur, sur toutes ces ignominies ?

En cette dernière matinée de novembre, alors que, rapide, la locomotive nous entraîne sur le long ruban d'acier, nos regards se portent sur l'immense nappe d'eau qui forme comme un gigantesque miroir bleu dont le cadre serait formé, d'un côté par les bords fleuris et ensoleillés d'Italie et de France, de l'autre par la lointaine côte africaine. Au flanc des collines, au milieu des oliviers et des orangers, de coquettes habitations, plus blanches encore à la lumière éclatante du soleil, indiquent des possesseurs heureux.

En admirant ce défilé de beautés naturelles, nos pensées se portent là-bas, vers nos frères ouvriers, vers les parias des mines, des usines et des chantiers, qui se meurent d'une mort lente et douloureuse pour permettre à une minorité de jouir égoïstement des dons que la nature offre à tous et non pas seulement à quelques-uns.

A Marseille, les camarades de la Bourse nous renseignent : le travail ne va pas fort en ce moment, ce n'est guère la peine de chercher de l'embauche. Nous irons donc plus loin. Nous nous offrons une ballade en ville. Nous ne rencontrons pas de tigresse, mais, à deux pas de nous, devant un grand magasin de confection, d'un coup de gourdin, un homme démolit une glace... Nous nous informons. C'est un pauvre diable, d'environ soixante ans, sans travail, sans pain, sans gîte, qui, désespéré, n'a trouvé que ce moyen pour se procurer à manger... en se faisant mettre en prison. Pour lui et pour tant d'autres, c'est la retraite ouvrière.

Un peu plus loin, sur la terrasse d'un café, deux fillettes de trois à cinq ans, pas davantage, dansent et demandent la charité ! En quelques minutes, l'Ordre avait passé devant nos yeux. Ici des innocents, à peine au monde, assoiffés de soins et de caresses, en sont réduits à la mendicité, faisant l'apprentissage du vice et de la prostitution morale et matérielle. Plus haut, un vieillard, usé à enrichir les autres, n'a plus que la prison pour asile. C'est beau, l'Ordre !

Le lendemain, nous nous embarquons sur la *Ville-d'Alger.* Au bureau de la compagnie, on nous avait indiqué le départ pour 1 heure. A 1 heure moins dix, une rumeur circule à bord : le bateau ne part pas !... L'équipage se met en grève !...

Des mécaniciens nous expliquent la cause du conflit : la veille, le vapeur *Malvina* devait quitter Marseille. Il était rentré deux jours auparavant avec son gouvernail détérioré, et, après une réparation sommaire, la compagnie le prétendait en état de faire une nouvelle traversée.

L'équipage s'y refusa, alléguant que, pour lui et les passagers, il était dangereux de partir sans une réparation complète. Les hommes furent débarqués. Un nouvel équipage, se solidarisant avec le premier, refuse également de partir. Celui de la *Ville-d'Alger*, qui appartient à la même compagnie, décide de se solidariser avec les hommes débarqués de la *Malvina* et, afin de donner plus de poids à son action directe, il avait attendu que, les ancres levées, tout fût prêt pour le départ.

Après trois heures de grève, la compagnie reprenait les hommes congédiés de la *Malvina* et nous quittons le port. Durant les trente heures de traversée, par une mer courroucée, alors que des paquets d'eau balayaient le pont du navire, réservé aux voyageurs de quatrième classe, dont nous étions, nous avons eu le temps de faire des réflexions qui parfois manquaient de gaîté. D'autant plus que nous avions le loisir de jeter, de temps à autre, un furtif coup d'œil dans le salon des premières... Vrai ! c'était enrageant de constater que, pour nous, travailleurs, par un soleil brûlant comme par la tempête, ce pont de bateau était notre unique abri, alors qu'au-dessous il y avait de belles cabines...

Heureusement que, comme réconfort, nous avions encore présente à nous la sale gueule qu'avaient faite, à l'annonce de la grève, les bourgeois qui se trouvaient à bord. Mais aussi, quels insolents, ces marins qui ont la prétention de discuter de la solidité du bâtiment que les capitalistes leur font conduire.

Tout de même, camarades, si nous faisions tous comme les matelots de la *Malvina?* Si nous contrôlions notre travail ? Nous ne construirions plus de maisons malsaines, plus de casernes, plus de prisons. Nous ne confectionnerions plus de canons, plus de produits et d'aliments frelatés. Il y aurait moins de misère et, bientôt, plus d'exploiteurs.

Alger ! Une assez jolie ville, adossée à une colline. Seuls, les vieux quartiers ont un aspect sordide. Les indigènes que l'on rencontre, presque tous pieds nus et crasseux, enveloppés de quelques loques qui ne tiennent sur leur corps que par la force de l'habitude, sont lamentables. Tous donnent l'impression d'une profonde misère.

Dans les jardins publics, les petits des bourgeois européens se promènent à dos d'âne, tandis que, par les rues et sur les places, les petits Algériens viennent par légions s'offrir pour cirer vos souliers. La vie est un peu moins chère que sur la Côte-d'Azur, mais, comme les salaires sont encore plus bas, cela revient au même, avec, en plus, le mal de mer pour y venir.

Après soixante ans de... colonisation, la France n'a fait, des Arabes, que des décrotteurs de bottes et des larbins. Décidément, elle est belle, l'œuvre de civilisation européenne !

Nous ne pouvons souhaiter qu'une chose, c'est que les populations ainsi colonisées rejettent à la mer leurs envahisseurs. Ce sera l'unique moyen, pour elles, de commencer leur émancipation définitive.

A. AMIGUET.

ENTRE IVROGNES

En sortant du cabaret, le père Potet s'arrêta net, heurté comme à un mur au noir de la route... Une nuit opaque noyait maintenant la plaine de Colombes et ses masures éparses. Et sa sacoche, où il portait l'argent des créances encaissées ce jour-là, l'angoissa tout à coup du bruit métallique qu'elle avait rendu.

Il se tourna vers son compagnon :

— Dis, Baillehache ? Tu me fais la conduite ?

— Et moi ? interrogea le chiffonnier, qui me la fera ?

Il hocha la tête comme devant une chose grave :

— C'est que tu n'y es pas, aux Quatre-Routes ! sans compter que c'est pas encore là un endroit très rassurant pour guetter le tramway ! A ta place, j'aimerais mieux attendre à demain !

— A demain ?

— Bien sûr ! proposa Baillehache. Je t'offre un lit à la cambuse !

— Ma foi ! accepta Potet.

Ils s'acheminèrent, titubant un peu l'un et l'autre.

— Moi, n'est-ce pas, expliquait Baillehache, j'ai mon lit. Mon gars Félix, il a le sien, à côté ! Seulement, des fois qu'il rentre trop saoul, il s'est arrangé son petit coin dans un débarras. Comme ça, je ne l'entends pas. Toi, tu prendras le débarras !

Potet se laissa guider, et bientôt, devant une masure qu'on entrevoyait vaguement, près de la route :

— V'là le château ! annonça Baillehache.

Ils butèrent ça et là, à travers une cour inégale, parmi des détritus : puis le chiffonnier poussa une porte, alluma une lanterne.

— Là ! fit-il, tu seras comme un roi.

La lanterne éclairait quatre murs d'un blanc sale, où pendaient en draperies noires de lourdes toiles d'araignée. Des chiffons amoncelés remplissaient la pièce : loques informes, débris de linges et de vêtements d'où montait une odeur de crasse en fermentation.

— Ah ! parbleu ! dit Potet, une nuit est bientôt passée.

Il demanda cependant :

— Félix ne viendra pas, alors ?

— S'il vient, t'as qu'à fermer ta porte, tu le renverras à la cambuse ! C'est pas tous les jours, d'ailleurs, qu'il est saoul !

— Elle ferme, au moins, la porte ?

— Oh ! elle ferme il n'y a pas mieux, assura Baillehache.

Et lui-même fit jouer la clef dans la serrure.

— Bon, bon ! approuva Potet.

— Alors, bonsoir ! dit Baillehache, dors bien et prends garde au feu !

— Sois sans crainte !

Potet demeura seul. La nouveauté de la situation le dégrisait un peu. Dans la poussée qu'il donna pour fermer la porte, il entendit que la pression de l'air avait fait jouer la fenêtre. Il s'en approcha, vit qu'elle était en si mauvais état qu'un coup de vent aurait suffi pour l'ouvrir.

— Diable ! fit-il.

Et il resta perplexe. La masure était si près de la route, avec sa cour ouverte à tout le monde ! Félix, du reste, devait connaître ce détail. Trouvant la porte fermée, il entrerait par la fenêtre, le prendrait peut-être pour un voleur ?

Sans compter que Baillehache, avec son air sournois...

Fichue idée qu'il avait eue ! A cette heure-ci, il serait déjà aux Quatre-Routes !

Il aurait sauté dans le tramway et roulerait doucement vers Paris !

— Si je filais ? songea-t-il tout à coup. Il est encore temps !

* * *

Dans la cambuse, Baillehache se jeta tout habillé sur la paillasse qui lui servait de lit. Depuis la nuit tombante, où il s'était pris à retenir le vieux Potet, de tournée en tournée, par les cabarets, il avait son idée sur la sacoche.

A présent, il réfléchissait. Peut-être il se contenterait d'en retirer les pièces, en y laissant tout le billon. L'autre n'y verrait que du feu, au moins jusqu'à ce qu'il fût revenu chez lui. Ou bien il prendrait tout, quitte à nier le lendemain. Le bonhomme était si gris qu'il n'aurait plus les idées bien nettes. Mais ce qui préoccupait Baillehache était le retour de Félix. Devait-il profiter du premier sommeil de Potet, ou attendre, au contraire, que le garçon fût rentré et dormît à son tour ? Félix, en effet, n'avait pas besoin de savoir. Au surplus, il fallait tout prévoir. Si Potet allait s'éveiller, défendre sa sacoche ? Dans ce cas, la chose serait très simple. Il n'aurait qu'à serrer le cou de Potet, un peu fort. Ensuite, il allumerait les chiffons. Qui donc, le lendemain, s'étonnerait que l'ivrogne eût renversé la lanterne et mis le feu à la baraque ?

De sa paillasse, le chiffonnier apercevait la fenêtre du débarras. Au bout d'un quart d'heure, la lueur qui l'éclairait disparut. Un bruit à la porte lui fit penser que Potet, par précaution, se couchait en travers de l'entrée. Il lui sembla ensuite qu'un chat errant dans la cour, avait fait rouler un tesson de bouteille ou heurté quelque ferraille.

* * *

Une demi-heure passa. Une fois encore Baillehache crut entendre un mouvement par la cour. Mais le silence ensuite retomba. C'était l'attente, sans doute, qui l'énervait, lui faisait percevoir des bruits qui n'existaient que dans son imagination. Il songeait aussi que Félix, peut-être, parti en bombe, à Paris, ne rentrerait pas cette nuit-là ? Au surplus, il aurait tout le temps de l'entendre venir ; en pleine nuit, les pas sonnaient sur la route de très loin.

Baillehache, enfin, se décida. Chaussant des espadrilles, il se glissa dehors, sans bruit, vers la fenêtre du débarras, qu'il poussa doucement, et retenant son souffle, il écouta. Une respiration lui arrivait, forte, régulière. Potet dormait d'un lourd sommeil ; il ronflait même. Baillehache enjamba la fenêtre et, guidé par les ronflements, s'approcha du dormeur.

Un genou sur le sol, il se pencha, porta les mains en avant avec prudence, pour reconnaître la position du corps. Peu à peu, il frôla les vêtements ; ses doigts remontèrent, descendirent, cherchant la sacoche. Et tout à coup, il s'étonna.

Où donc était-elle ?

Il réfléchit. Potet, pour dormir, avait dû la retirer. Peut-être l'avait-il cachée sous quelque tas de chiffons ? Mais comment la découvrir sans lumière ? Allumer, ce serait s'exposer à l'éveiller. Avant de s'y risquer, Baillehache recommença ses recherches. Il tâta sous la tête de l'homme, ramena les mains vers la poitrine, les remonta vers le col, espérant rencontrer la courroie. Mais non, rien ! Il s'impatientait. Les gestes devenaient moins sûrs, moins attentifs. L'un d'eux effleura le visage. Le ronflement devint irrégulier, moins fort. Même, le dormeur fit un mouvement, son bras étendu heurta Baillehache, et, cette fois, le ronflement cessa net. Le dormeur s'éveillait. Il se souleva, il allait parler. Alors Baillehache lui jeta les doigts autour du cou et, un genou sur la poitrine, il serra violemment de toute la force de ses pouces.

Un instant, dans la lutte silencieuse, Baillehache s'étonna de la résistance du vieux, de la vigueur des mains qui avaient agrippé ses poignets. L'instinct de la conservation, sans doute, doublait les forces de Potet. Baillehache fit un nouvel effort, serra de plus en plus, avec une rage froide dont ses dents grinçaient dans l'ombre.

Enfin, sous ses pouces larges, un cartillage craqua, avec un bruit sourd ; les mains qui le paralysaient un peu, se détendirent, retombèrent ; le corps cessa de se tordre et la poitrine de houler sous ses genoux. Lui-même était à bout de forces. Il desserra son étreinte et essuya la sueur qui coulait de son front.

quelque peu de cohésion. Aussitôt qu'un événement important se produit, nous nous trouvons bien spontanément groupés, mais pour constater avant tout que nous ne sommes pas prêts. Notre aversion pour toute discipline imposée, n'en devrait pas exclure une entente plus large et plus suivie, autrement elle finit par se changer trop souvent en un manque de solidarité. Les militants, les camarades actifs, même chez nous, sont plutôt rares, et plus d'un qui parle d'action directe compte surtout sur celle des autres. Si chacun n'a pas la conviction que son œuvre individuelle est en même temps l'œuvre *commune* à d'autres individus, elle ne peut que lui apparaître sinon vaine, tout au moins insuffisante, et alors le découragement et l'apathie ne tardent pas à s'en suivre.

* * *

De l'*Ouvrier sur bois :*

Sans que cette question (de l'armée dans les grèves) doive primer sur toutes les autres questions corporatives et économiques, elle ne doit pourtant pas être négligée par les organisations syndicales ; il faut arracher cette arme terrible entre les mains des capitalistes contre la classe ouvrière, et par notre œuvre la rendre peu sûre et l'amener à l'abandonner. Par la publication dans nos organes, nous activerons l'élévation de la mentalité ouvrière et nous aiderons à faire des êtres conscients de leurs droits et surtout de leurs devoirs d'ouvriers.

* * *

Du *Peuple genevois* (C.) :

Le *Peuple suisse* n'est pas content du succès du congrès antimilitariste de Bienne ; aussi ce bon socialiste veut-il l'excommunication de Brupbacher en demandant s'il est des grâces d'État pour quelques-uns, comme si les Sigg, Schæfer, Nicolet et Cie n'en vivaient pas, des grâces d'Etat.

* * *

De la *Revue syndicale :*

L'année 1908 n'a pas été favorable au développement et à l'activité des organisations syndicales comme c'était le cas pour les deux années précédentes 1907 et 1906. On se souvient de la période de prospérité industrielle et commerciale qui favorisait considérablement la marche des affaires depuis le commencement de l'année 1905 jusqu'au second semestre 1907. Cette période avait créé des conditions favorables au développement de l'organisation et en général au mouvement syndical tout entier.

* * *

De la *Libre Pensée romande* (L. S.) :

On connaît les remèdes proposés par la bourgeoisie : syndicats d'ouvriers à domicile, lois fédérales, assurances obligatoires, obligations de l'inscription, etc., etc. Donc toujours et partout l'obligatoire pour des gens sans le sou, et crevant de faim en bien travaillant.

MOUVEMENT OUVRIER INTERNATIONAL

ITALIE

Nous empruntons aux *Temps Nouveaux* du 11 décembre 1909, l'intéressante correspondance suivante :

Le bon populo d'Italie commence à souffrir toutes les conséquences de la mauvaise saison ; dans l'Italie méridionale, les classes les plus pauvres, aux premiers tourments de la faim et du froid, s'agitent pour obtenir de leurs maîtres un peu d'amélioration à leurs conditions de vie vraiment bestiale, et le gouvernement fait comme ces médecins de la vieille école qui prescrivaient la saignée comme remède générique pour toutes sortes de maladies. Le peuple a faim? Une bonne saignée lui fera du bien. Et les « royal carabinieri » se chargent de l'opération : quelques coups de mousquet à mitraille et tout est dit.

Ainsi à Platici, en Calabre, le 9 novembre, les « carabinieri » ont fait feu sur une foule de manifestants contre la mairie, des femmes pour la plupart et tuaient trois de ces malheureuses, en blessaient douze autres. Et le 17, à Monte Milone avait lieu un autre conflit entre la force publique et la population de paysans réclamant le droit de ramasser du bois : résultat, deux morts et six blessés grièvement.

On est tellement habitué à ces événements que les journaux, même socialistes, ordinairement, se bornent à enregistrer brièvement la notice officielle sans même se donner la peine de les commenter.

Ainsi va la vie sous le beau ciel d'Italie.

* * *

Depuis pas mal de temps, un curieux phénomène se manifeste en Italie : les grèves économiques les plus importantes dirigées soit par des réformistes, soit par des syndicalistes et même par des anarchistes vont échouant avec un « crescendo » impressionnant. L'on peut dire que depuis la grève fameuse de Parme, le prolétariat italien ne compte plus aucune victoire importante sur le capitalisme. Nous avons eu, juste pour en mentionner quelques-unes, la grève des ouvriers sucriers terminée par l'abandon des ouvriers les plus résolus et avec le découragement le plus douloureux dans la masse ; la grève des ouvriers des hauts-fournaux de Piombino, dirigée par des syndicalistes révolutionnaires, elle aussi misérablement échouée ; la grève des maçons de Rome, terminée par l'acceptation honteuse, même de la part de plusieurs camarades dirigeants, de la proposition d'arbitrage faite par le maire ; et enfin nous avons eu la grève des gaziers à Milan, terminée, il y a quelques jours par la plus complète victoire des patrons qui, seulement devant les prières des autorités et des députés réformistes, se sont montrés un peu discrets en dictant le pacte de reddition.

Ce caractère nouveau et désastreux pour les travailleurs qui ont assumé en Italie les conséquences des conflits économiques dans ces derniers temps, — et que j'enregistre sans m'attarder à en examiner particulièrement les causes — il me semble qu'il soit dû surtout au fait que, tandis que la bourgeoisie capitaliste a su s'inspirer des leçons du passé en s'organisant pour une lutte énergique contre les travailleurs, lutte qui ne devait plus consister pour elle à se défendre seulement des attaques de ceux-ci mais aussi à prendre l'offensive à l'occasion, les ouvriers, au contraire, continuent à s'inspirer des anciennes méthodes réformistes, de la grève des bras croisés, des appels sentimentaux à l'opinion publique qui s'en fiche, des recours aux autorités municipales et gouvernementales et aux députés « populaires », et ils finissent... en rentrant dans les usines abandonnées, à des conditions pires qu'avant la grève.

Et, pendant ce temps, la Confédération du travail est en pleine dissolution, du reste bien méritée ; les intellectuels soréliens parlent de crise du syndicalisme et les anarchistes continuent à faire des mots, toujours des mots et à se diffamer entre eux pour savoir s'il est ou n'est pas conforme aux principes d'entrer dans les organisations syndicales pour chercher à les diriger vers la véritable lutte de classe.

SUÈDE

La dernière semaine de novembre s'est tenu, à Stockholm, un congrès des organisations syndicales suédoises. Ce congrès, assemblé immédiatement après la grève générale, a attiré l'attention générale.

Entre autres décisions importantes, le congrès a décidé de transformer l'organisation centrale, de simple organe de défense qu'elle était jusqu'à maintenant, en un organe d'attaque du patronat. Désormais, l'organisation des grèves entrera donc dans les attributions de la centrale qui, jusqu'ici, se bornait à aider les organisations professionnelles pendant les grands lock-outs.

Mais la décision la plus importante qu'a prise le congrès, c'est celle de supprimer dans les statuts la clause selon laquelle l'organisation nationale était tenue de propager l'affiliation des unions syndicales au Parti social-démocrate.

Quoique en prenant cette décision le congrès ait affirmé la concordance d'idées qui unit les deux mouvements, on ne peut cependant nier ce fait important, c'est que les politiciens social-démocrates ont été poliment mis à la porte des organisations ouvrières suédoises. Cette indépendance du mouvement ouvrier était depuis longtemps défendue par l'opposition révolutionnaire des « jeunes socialistes » de Suède.

Il est certain que les agissements des chefs social-démocrates, agissements qui ont beaucoup contribué à la défaite de la grève générale, ne sont pas étrangers à cette détermination des syndicats suédois.

HOLLANDE

Dans les Pays-Bas, on commence également à en avoir assez de la tutelle des politiciens. La centrale syndicaliste réformiste avait fondé dans plusieurs villes des unions locales entre syndicats et groupements du Parti ouvrier social-démocrate, ceci, naturellement, à côté des Bourses du Travail qui n'admettent que des syndicats. Or, récemment, au dernier congrès national des syndicats réformistes, on avait décidé d'inviter les groupements politiques à se retirer des unions locales. Ce fait est en train de s'accomplir et avant peu les social-démocrates, en tant que politiciens, auront partout quitté les organisations ouvrières.

Cette décision a provoqué un mécontentement général dans le Parti social-démocrate de Hollande. Ce mécontentement est d'autant plus vif par le fait que c'était ces mêmes politiciens qui avaient, en opposition avec le secrétariat national existant déjà, fondé l'organisation politico-syndicale dont ils viennent d'être mis à la porte.

* * *

Le journal *De Arbeid*, organe du Secrétariat national du Travail en Hollande, renouvelle une question déjà posée au sujet de la place que la C. G. T. française occupe dans l'Internationale ouvrière. Cette situation semble intenable à la longue, dit *De Arbeid*. « Maintenant l'« American Federation of Labor », dont Gompers est le président, s'est affiliée à cette internationale. Les « Travailleurs industriels du Monde », organisation des syndicats américains préconisant le principe de la lutte de classe seront donc refusés, étant moins nombreux. En Hollande, le Secrétariat national du Travail se trouve placé en dehors de l'Internationale, en Allemagne, l'Union libre des syndicats également. En Espagne, en Italie, en Suisse, en Autriche, de larges masses de syndiqués se trouvent en dehors des relations internationales, tandis que, dans les pays scandinaves, après les événements de Suède, on peut sans doute s'attendre à des changements.

« Est-ce que le moment n'est pas venu pour rechercher sérieusement si cette situation peut continuer plus longtemps encore? On attend l'initiative de la France, c'est vrai, mais elle pourrait bien se faire attendre de sorte que de grands intérêts sont négligés entre temps. Pour nous, dit *De Arbeid*, il n'y a rien à gagner par l'affiliation de la fédération américaine à l'Internationale, et pour la C. G. T. française pas davantage. Il nous semble donc nécessaire qu'on se pose sérieusement dans tous les pays la question de savoir si l'isolement des organisations syndicales-révolutionnaires doit continuer ? »

Comme l'année prochaine une exposition internationale aura lieu à Bruxelles, il y aurait peut-être une occasion de se rencontrer, estime notre confrère, si une des grandes nationalités voulait en prendre l'initiative.

De Arbeid a raison. Il est évident qu'une entente internationale plus étroite entre les organisations ouvrières préconisant l'action directe et ses dérivatifs serait bonne à tous points de vue. Aussi la question mérite d'être étudiée sérieusement par les militants.

AUX CAMARADES

Notre nouveau format nécessitera une notable augmentation de matière. Cette augmentation ne doit pas être acquise au détriment de la qualité. Si les collaborateurs du journal restent les mêmes qu'auparavant, ils seront forcés, pour allonger, de délayer leurs articles. Il ne s'agit pas de ça. Notre journal doit encore progresser en variété. Pour cela, il faut que les camarades de toutes les parties de la Suisse romande envoient plus souvent des nouvelles de leur région.

Nous en connaissons, un peu partout, qui hésitent encore à écrire, par timidité ou pour toute autre cause. Ce serait pourtant le moment de se révéler.

D'autres, qui furent d'intéressants collaborateurs, se sont octroyés des vacances qui n'en finissent plus.

Aux uns et aux autres, nous demandons de consacrer à leur journal quelques heures par semaine.

ACTION OUVRIÈRE

Chez les ouvriers horlogers.

Déclarée il y a cinq semaines, la grève de la Manufacture genevoise, rue Saint-Jean, à Genève, continue. Aucune défaillance ne s'est produite. Chacun a conscience de la responsabilité qui pèse sur lui. Il sait qu'il s'agit de défendre l'organisation ouvrière contre les prétentions des pachas modernes, et d'amener ceux-ci à traiter collectivement et non individuellement. Et, pour cela, il luttera jusqu'à satisfaction. Un arbre de Noël, organisé en faveur des enfants des grévistes, a eu lieu dimanche dernier à la Maison du Peuple. Cette petite fête a été une manifestation de solidarité, et les grévistes ont pu se rendre compte que la classe ouvrière était de cœur avec eux.

Chez les Ouvriers sur bois.

Le comité central a dressé l'ordre du jour provisoire du congrès des 25, 26 et 27 mars 1910, à Zurich. Parmi les douze tractanda, relevons deux questions qui soulèveront probablement une intéressante discussion : l'agitation et la tactique dans les mouvements de salaire.

* * *

Un patron de Saint-Gall, ayant entrepris la menuiserie de plusieurs bâtiments de Zurich, voulut faire poser celle-ci par ses ouvriers et cela, naturellement, à un salaire inférieur à celui prévu par le tarif zurichois. Les poseurs de Zurich, déjà passablement affectés par la crise qui sévit dans leur profession, intervinrent auprès de ceux qui trahissaient leur cause en travaillant à plus bas prix. Cette intervention eut pour résultat d'amener les ouvriers saint-gallois à refuser de poser la menuiserie en question. Actuellement, ce travail est fait par des poseurs de Zurich et au tarif en vigueur dans cette ville.

Chez les tailleurs.

Les ouvriers tailleurs de l'*Enfant Prodigue*, à Genève, sont en grève. Ils demandent une augmentation des prix de façon. La maison voulait qu'on lui accordât un droit de réponse de dix jours. On comprend que nos camarades n'aient pas hésité à quitter le turbin, et ne soient pas tombés dans le piège tendu par leurs patrons qui, une fois les commandes de Noël et du Nouvel-An effectuées, les auraient tout simplement envoyés promener. Les grévistes, réunis à la Maison du Peuple, après avoir examiné la situation, ont décidé la lutte à outrance et se sont engagés à boycotter et à faire boycotter tous les produits de l'*Enfant Prodigue*.

PETITE POSTE

J. J. — T'enverrons les comptes (librairie et imprimerie) très prochainement.

Groupe d'Yverdon. — Ecrivez vous-mêmes Si vous n'avez pas l'adresse, envoyez-nous la lettre avec enveloppe et timbre et nous compléterons l'adresse.

Cambrouze. — Avons étudié ton article. Il y a nettement provocation au sabotage. Il peut y avoir des suites. Acceptes-tu de signer de ton nom?

Nid., Lucens. — Pouvez faire mieux. Envoyez des faits. Une monographie sur Lucens, par exemple.

Katz. — Adjonction lettre de Tolstoï arrivée trop tard.

AVIS ET CONVOCATIONS

Union ouvrière de Lausanne. — Mardi 4 janvier à 8 h. 30 précises du soir, au local, Maison du Peuple (salle 3), assemblée de délégués.

Groupe d'études sociales, Yverdon. — Tous les quinze jours (le mardi), assemblée au café Vaudois, à 8 heures précises. Prochaine assemblée : mardi 4 janvier.

Fleurier. — Tous les mercredis, à 8 heures et demie du soir, au Collège du Grenier, 1er étage, réunion du Groupe d'études sociales.

SOUSCRIPTION
pour l'agrandissement du journal

Total au 22 décembre	Fr.	10,75
Remis par Devincenti par quelques camarades de Montreux		3,—
V. S., Saint-Gall		1,—
Produit d'une souscription à un arbre de Noël néo-malthusien		3,80
G., Lausanne		0,50
E. D., Mézières		1,65
Un militant du Jura		50,—
Total au 29 décembre	Fr.	70,70

COMPTES DU JOURNAL

Recettes.		
Abonnements : Lausanne, 4,— ; Carouge, 3,77 ; Paris, 12,— ; C., 5,— ; Genève, 10,50 ; Delémont, 4,—	Fr.	39,27
Vente au numéro : Serrières, 1,—		1,—
Souscription Voix du Peuple		59,95
Total des recettes	Fr.	100,22
Dépenses.		
Comp. et tirage du N° 52 (1950 ex.)	Fr.	74,25
Total des dépenses	Fr.	74,25
Déficit au 22 décembre	Fr.	481,89
Déficit au 29 décembre	Fr.	455,92

Editeur responsable : Henri BAUD.

L'administration, la rédaction et la composition de LA VOIX DU PEUPLE sont entièrement exécutées par des ouvriers syndiqués.

Pully-Lausanne. — Imprimerie des Unions ouvrières, à base communiste.

SERVICE DE LIBRAIRIE DES UNIONS OUVRIÈRES

La Préservation sexuelle (Dr Tay)	**1 05**
Génération consciente (Sutor),	**0 80**
Moyens d'éviter les grandes familles	**0 35**
Ayons peu d'enfants ; pourquoi et comment (E. Chapelier)	**0 20**
Controverse sur le néo-malthusianisme (Robin)	**0 25**
Contre la nature (Robin)	**0 15**
Le problème de la population	**0 20**
Vers régénérateurs (Robin)	**0 35**
Rapports aux Congrès	**0 30**
Limitation des naissances (Dubois)	**0 20**
Pain, loisir, amour (Robin)	**0 15**
Coupe du bassin de la femme, etc.	**0 20**
Libre amour, libre maternité	**0 15**
Population, prudence procréatrice	**0 15**
Malthus et les néo-malthusiens	**0 15**
Tous les renseignements sur le malthusianisme théorique et pratique	0 45
La Grève des Ventres	0 15
Chair à canon (M. Devaldès)	0 20
Dégénérescence de l'espèce humaine ; causes, remèdes	0 15
Collection de 8 cartes postales illustrées	0 45
Bréviaire de la femme enceinte	**4 60**
Le droit à l'avortement	**3 25**
De l'avortement. Est-ce un crime ?	**3 60**
Féconde, roman (Daniel Riche)	**3 25**
Stérilité, roman (Ferri-Pisani)	**0 80**
Eléments de science sociale	3 25
La vie sexuelle des monstres	6 50
Prophylaxia sexualis (Tay)	4 80
Moyens d'éviter la grossesse	1 30
Amour infécond (Dr Elosu)	0 20

Le Parti du Travail (Pouget)	**0 15**
La C. G. T. (Paul Delesalle)	**0 15**
Le Syndicat (Pouget)	**0 20**
La grève (Delesalle)	**0 15**
Deux méthodes du Syndicalisme	**0 15**
La Responsabilité et la Solidarité dans la lutte ouvrière, Nettlau	**0 15**
Travail et surmenage (Pierrot)	**0 20**
Grève générale réformiste et grève générale révolutionnaire (C.G.T.)	**0 15**
Le Machinisme (Jean Grave)	**0 15**
Syndicalisme et révolution (Pierrot)	**0 15**
Le syndicalisme dans l'évolution sociale (Jean Grave)	**0 15**
La grève générale politique (Grimm)	**0 25**
Grève intermittente et sabotage	**0 15**
La Tuberculose, mal de misère	**0 10**
Boycottage et sabotage (C. G. T.)	**0 15**
Commandite égalitaire généralisée	**0 15**
Syndicalisme et Socialisme	**0 65**
La Confédération Générale du Travail, par Emile Pouget	**0 65**
La décomposition du marxisme	**0 65**
Le parlementarisme et la grève générale (Dr Friedeberg)	**0 15**
Leur grève et la nôtre (Bertoni)	**0 15**
Leur patrie (G. Hervé)	3 25
Patrie, Guerre et Caserne	0 15
Militarisme (Nieuwenhuis)	0 15
Le mensonge patriotique	0 15
A bas l'armée !	0 15
Colonisation (Grave)	0 15
Contre le brigandage marocain	0 20
La Guerre (Mirbeau)	0 30
La danse des milliards	0 15
La Mano Negra	0 15
Evolution de la morale	0 30
	0 20
	0 10
Assinat	0 15

Le militarisme (Fischer)	0 20
Mystification patriotique et solidarité prolétarienne	0 15
Le congrès de Stuttgart et l'antipatriotisme (Hervé)	0 15
L'Antipatriotisme (Hervé)	0 15
La colonisation (Grave)	0 15
Lettres de pioupious (Henry)	0 15
Le Manuel du Soldat	0 15
Le prêtre dans l'histoire de l'humanité	0 30
Les Crimes de Dieu (Faure)	0 20
La peste religieuse (Most)	0 15
Non, Dieu n'est pas (Meslier)	0 15
L'almanach du travailleur	0 35
Communisme et anarchie	0 15
L'élection du maire (Léonard)	0 15
Le tréteau électoral	0 15
L'éducation libertaire	0 15
L'école, antichambre de la caserne (Janvion)	0 15
Enseignement bourgeois et enseignement libertaire	0 15
L'hérédité et l'éducation	0 20
Anarchie et communisme	0 15
La grève des électeurs	0 15
Vers la Russie libre (Bullard)	0 45
Un anarchiste devant les tribunaux (Etiévant)	0 15
L'organisation de la vindicte appelée justice	0 15
Les travailleurs des villes aux travailleurs des campagnes (Malato)	0 15
Quelques écrits (Schwytzguébel), 80 c.	

La femme et la révolution	0 35
Au café (Malatesta)	0 25
Parabole du réservoir d'eau	0 10
Aux jeunes gens (Kropotkine)	0 15
L'Etat, son rôle historique	0 25
Pages d'histoire socialiste	0 30
Les Temps Nouveaux	0 30
Organisation, initiative	0 15
Si j'avais à parler aux électeurs	0 15
La morale anarchiste	0 15
L'amour libre (Vernet)	0 15
L'Immoralité du Mariage	0 15
La Femme esclave (Chaughi)	0 15
Aux Femmes (Gohier)	0 15
Entre paysans (Malatesta)	0 15
A mon frère le paysan	0 10
La panacée Révolution	0 15

Cartes postales assorties de propagande, 60 cent. la douz.

CHANSONS, PIÈCES DE THÉATRE, DESSINS DIVERS

Livres à 3 fr. 25.

La Grande Révolution (Kropotkine).
Autour d'une vie (Pierre Kropotkine).
Paroles d'un révolté (Kropotkine).
La conquête du pain (Kropotkine).
La Commune au jour le jour (Reclus)
Etudes révolutionnaires (Guillaume).
Souvenirs d'une morte-vivante.
L'Amour libre (Charles Albert).
Œuvres. Tome I. (Michel Bakounine).
Œuvres. Tome II. (Michel Bakounine).
Œuvres. Tome III. (M. Bakounine).
Tolstoï et les Doukhobors (Bienstock).
En marche vers la société nouvelle.
Sous la Casaque (Dubois-Desaulle).
Soupes (Lucien Descaves).
Le militarisme et la société moderne.
L'anarchie, son but, ses moyens.
La grande famille (Grave).
L'individu et la société (Jean Grave).
La société future (Jean Grave).
La société mourante et l'anarchie.
Psychologie de l'anarchiste socialiste.
Psychologie du militaire professionnel
Le socialisme et le congrès de Londres.
La physiologie morale (Hill).
De la Commune à l'Anarchie (Malato).
Les joyeusetés de l'exil (C. Malato).
Philosophie de l'anarchie (C. Malato).
La Commune (Louise Michel).
Socialisme en danger (Nieuwenhuis).
L'inévitable révolution (un proscrit).
L'évolution, la révolution et l'idéal anarchique (Elisée Reclus).
Au pays des moines (J. Rizal).
Philosophie du déterminisme.
L'unique et sa propriété (Stirner).
Discours civiques (Tailhade).
Les inquisiteurs d'Espagne (Marmol)
Les rayons de l'aube (Tolstoï).
La vie tragique des travailleurs.
Souvenirs d'un révolutionnaire.
Misères du sabre (Descaves).
Temps futurs (Alfred Naquet).
L'Humanité et la Patrie (Naquet).
La révolution vient-elle ? (Gohier).
Leur république (Urbain Gohier).
La bonne Louise (E. Girault).
L'antisémitisme (B. Lazare).
Un an de caserne (Lamarque).

L'Internationale, Documents et Souvenirs (James Guillaume). Tome I, 3 fr. Tome II, 4 fr. Tome III, 3 fr. 50.
L'anarchie (Kropotkine). — 1 fr.
L'homme nouveau (Malato). — 1 fr.
Ferrer, sa vie, son œuvre 0 65
Résurrection (Tolstoï) 0 75
Syndicats professionnels 2 25
Le coin des enfants 3 —

Vient de paraître

Les éditions populaires des ouvrages scolaires de G. Hervé, interdits dans les écoles de France :

Histoire de France pour les petits, volume illustré de 286 pages, franco 95 centimes.

Instruction civique, volume de 296 pages, 1 fr. 15 franco.

Histoire de France pour les grands, volume illustré de 512 pages, 1 fr. 20.

La Terreur en Russie, tableau saisissant des atrocités qui se passent en Russie. Brochure de 112 pages, par Pierre Kropotkine. Franco 55 centimes.

Comment nous ferons la révolution, par E. Pataud et E. Pouget ; volume de 300 pages, franco 3 fr. 25.

Réformes, Révolution, par J. Grave, volume de 370 pages, 3 fr. 25 franco.

Le chômage (ses causes, ses conséquences), par H. Dret, franco 15 centimes.

La valeur sociale du syndicalisme, par L. Niel, franco 15 centimes.

Le syndicalisme révolutionnaire, par V. Griffuelhes, franco 15 centimes.

Portrait de Francisco Ferrer, gravure soigneusement exécutée que tous voudront se procurer ; franco 55 centimes.

Cartes postales antimilitaristes, la douzaine 1 fr. 10 franco.

A ce moment, un bruit de pas s'entendit, venu de la route. Baillehache, de la fenêtre, écouta :

— Des chemineaux? songea-t-il, ou, encore le garçon qui rapplique?

A tout hasard, il repassa la fenêtre et regagna la cambuse.

* * *

— Baillehache! cria une voix rude. Hé! Baillehache.

— Du seuil de la cambuse, le chiffonnier essayait de percer l'ombre de la cour, où des pas hésitants s'engageaient.

Un choc retentit semblable au bruit d'un sabre heurtant une pierre, et une seconde voix s'éleva, impérieuse, irritée.

— Eclairez donc, qu'on y voie!

— Qu'est-ce qu'il y a? demanda enfin Baillehache.

— Un renseignement à vous demander... Un particulier qu'on a trouvé aux Quatre-Routes...

La clarté du seuil jetait vers la cour une lueur vague. Baillehache y discerna la silhouette d'un gendarme.

Il eut un mouvement de recul :

— Les gendarmes! Déjà!

Le gendarme, cependant, poursuivait :

— Un particulier qui se sauvait, avec de l'argent plein une sacoche!

Baillehache tressaillit :

Plein une sacoche? Etait-ce donc Félix, entré avant lui dans le débarras, qui avait filé, raflant le magot?

Mais les trois silhouettes, maintenant, achevaient de s'éclairer. Et tout à coup, les genoux de Baillehache se prirent à trembler, il recula dans la cambuse, livide, les dents claquant, jusqu'au mur du fond, où il s'adossa comme s'il eût voulu y entrer.

— Ben! mon gaillard, si tu as la conscience tranquille, il n'y paraît guère!

Baillehache n'écoutait pas. Il regardait l'homme qu'on lui amenait, dont la courroie d'une sacoche barrait la poitrine. Cet homme, ce petit vieux qui, lui aussi maintenant, riait, avec son air réjoui de bon ivrogne, c'était le père Potet : Potet que tout à l'heure il venait d'étrangler, là, sur le tas de chiffons, dans le débarras.

Et la voix de Potet, à son tour, s'élevait :

— Voyons! Baillehache, dis-leur de quoi il retourne...

Un des gendarmes l'arrêta :

— Taisez-vous! Laissez-nous l'interroger.

Et se tournant vers Baillehache :

— Vous connaissez cet homme-là?

— Oui! dit Baillehache, d'un signe de tête éperdu.

— Comment s'appelle-t-il?

— Potet! répondit Baillehache d'une voix qui ne passait pas les lèvres.

— Il prétend que cet argent, c'est des créances qu'il a ramassées aujourd'hui chez les chiffonniers. Ensuite il se serait attardé, il a eu peur pour rentrer, et vous lui avez offert de passer la nuit chez vous?

— Oui! fit encore Baillehache d'un signe de tête.

— Mais au lieu de se coucher, poursuivit le gendarme, il dit qu'il a eu peur et qu'il a préféré repartir pour rattraper son tramway?

— Ah! pour ça, intervint Potet, lui ne peut pas savoir. Je suis parti sans le prévenir. La porte du débarras fermait bien, mais pas la fenêtre. Un enfant aurait pu l'ouvrir. Alors, ma foi, si près de la route, sur une cour où tout le monde pouvait entrer, le trac m'a pris!

Baillehache, enfin, se détacha de son mur. Il commençait de comprendre que ce n'étaient point des revenants qu'il avait devant lui, mais de vrais gendarmes et le vrai Potet, en chair et en os. Et Potet, en effet, achevait d'expliquer :

— J'ai donc fait ni une ni deux. J'ai vu que j'avais encore le temps pour le tramway. Alors j'ai filé. Seulement, v'là qu'aux Quatre-Routes, comme je me dépêchais, avec ma sacrée sacoche qui sonnait, ces messieurs m'ont pris pour un voleur! Voilà l'affaire! Seulement, ils n'ont pas voulu me croire et ils m'ont ramené ici pour avoir la preuve!

De plus en plus, une sueur froide envahissait Baillehache. Avait-il donc rêvé tout à l'heure? Ou alors, puisque Potet était vivant, qui donc avait-il tué? Et la réponse, en même temps lui arrivait soudaine, foudroyante : Félix qui, après le départ de Potet, rentrait enfin, ivre-mort, se jetait dans le débarras pour cuver son vin!

Il se rappelait maintenant les bruits qui avaient frappé ses oreilles. Puis, n'avait-il pas été surpris, en effet, par la résistance de sa victime? N'avait-il pas eu, sous les doigts, l'impression d'un col plus robuste que celui du père Potet? Cette pensée, pourtant, lui fut si atroce qu'il se refusait à croire. Et la conscience du danger acheva de dominer son épouvante. Justement, Potet offrait, s'adressant aux gendarmes :

— Si ces messieurs veulent venir, je vais leur montrer l'endroit, ils verront la fenêtre!

Baillehache fit un pas vers les soldats :

— Excusez, messieurs, dit-il enfin. De vous voir arriver comme ça en pleine nuit, ça ferait de l'effet, même à des riches! Puis, pensez, Potet que je croyais à dormir là, bien tranquillement! Enfin, cette histoire de sacoche, j'avais cru d'abord que c'était peut-être mon garçon, qui avait fait quelque bêtise, ayant bu un coup de trop!... Mais ce que vous a dit Potet est vrai, tout ce qu'il y a de plus vrai. Il a touché cet argent-là dans le pays. Il est bien à lui! Vous pouvez être sûrs! Pour ce qui est de la fenêtre, c'est bien vrai encore qu'elle ne ferme pas ; et puisque vous l'avez trouvé aux Quatre-Routes, faut bien croire aussi qu'il était donc parti comme il le dit!

A tant, les gendarmes n'avaient plus de raisons de douter.

— C'est bon! dirent-ils. On s'est trompé! Faites excuse!

— Y a pas d'offense, messieurs, déclara Potet. Seulement, c'est pour m'en retourner?

— Recouchez-vous où vous étiez! conseilla un des gendarmes.

Mais Baillehache, tout à coup :

— Ah! dame, non, par exemple! Après que t'as fichu le camp, comme si t'avais peur que je te vole! Tu peux bien aller au diable! Je suis même trop bon d'avoir offert. Sauf votre respect, c'est-t'y pas vrai, ça, messieurs? Va-t-en où tu voudras! Je crouille la porte!

— Je vous accompagnerai donc, messieurs, proposa le père Potet. Vous me trouverez peut-être bien un petit coin à Colombes, dans votre gendarmerie?

— Ah! si vous voulez! Il y a le violon!

* * *

Il était temps, Baillehache se sentait défaillir. Il avala coup sur coup des gorgées d'eau-de-vie, à même une bouteille. Puis, quand les pas se furent éloignés, que le silence s'épandit de nouveau sur la campagne noire, il prit une lanterne sourde et retourna vers le débarras.

La porte, en effet, était ouverte. Il n'eut qu'à la pousser.

Vaguement encore, Baillehache espérait avoir rêvé, être le jouet d'un cauchemar, et il n'osa tout de suite diriger vers l'endroit de la lutte le jet de clarté de sa lanterne.

Son regard, cependant, y était attiré malgré lui. Une forme confuse se silhouetta dans la pénombre. Les pieds, à un mouvement de la lanterne, s'éclairèrent chaussés de souliers à clous. Peut-être n'était-ce pas Félix? Un rôdeur avait pu s'introduire là? La clarté remonta le long des jambes, et tout à coup, jusqu'à la face, elle montra, congestionné, noirâtre, la langue hors de la bouche, le visage de son fils.

Un gémissement, presque un râle s'échappa de la poitrine de Baillehache. Vivement, il se pencha, appela :

— Félix! Félix!

Il souleva la tête qui, ensuite, eut un petit balancement de chose inerte, encore souple. Il toucha les mains, elles étaient presque froides déjà.

Frissonnant au souvenir du craquement horrible du larynx sous ses pouces, Baillehache se releva, hébété, les jambes fléchissantes. Mais, bientôt, par-dessus son désespoir, une terreur monta de nouveau. La silhouette des gendarmes lui réapparaissait, et une vision se dessina, l'échafaud, la guillotine!

Une idée absurde s'offrit à lui. Laisser les choses en état? accuser Potet? Mais il se rendit compte que l'accusation ne tiendrait pas debout. Il n'avait qu'un moyen de salut, le moyen auquel il avait songé déjà tout à l'heure : l'incendie!

D'abord, Baillehache couvrit le visage qui le gênait. Ensuite, il fit crouler sur le corps des chiffons en tas. Puis, ayant renversé la lanterne, il alla prendre un bidon de pétrole et arrosa autour de lui. Une allumette jetée, le feu d'abord couva, rampa lentement. La fumée, tout de suite, fut si épaisse que Baillehache dut sortir. Mais il laissa la porte ouverte et le courant d'air qui s'établit avec la fenêtre activa la combustion. De sa cambuse, dans l'ombre, il la surveillait. De temps à autre, il buvait à une bouteille d'eau-de-vie, dont le goulot claquait contre ses dents. Et en lui-même il commençait de préparer la scène du lendemain, au jour, quand les voisins donneraient l'éveil.

Deux ou trois fois, sa voix pâteuse s'éleva dans le silence.

Il répétait son rôle :

— J'y avais bien dit, au garçon, que ça lui arriverait un jour ou l'autre, à boire comme ça!

Et peu à peu, il finissait par se persuader lui-même. Des larmes coulaient le long de ses joues, et il eut des gestes dans l'ombre, pour s'arracher les cheveux, jusqu'à ce que l'ivresse le terrassât. *Jean Reibrach.*

Les désintéressés

A chaque période électorale, vous entendez invariablement ceux qui sollicitent vos suffrages déclarer, avec des gestes et des phrases grandiloquents, que ce n'est pas par intérêt qu'ils demandent une élection ou une réélection, mais par dévouement à la chose publique.

Or, le Conseil communal de Lausanne vient de donner la preuve de la confiance qu'il faut accorder aux dires de ces gens « désintéressés ». Il y a un an, devant la situation financière précaire de la ville — et elle a empiré depuis — les conseillers communaux décidèrent, pour montrer l'exemple de l'économie, d'abandonner leurs jetons de présence à la caisse communale. C'était très bien pour épater le bon populo, toujours prêt à se contenter de peu. Seulement, la plupart de nos conseillers en donnèrent pour ce qu'on les payait; ils désertèrent tout simplement les séances du Conseil communal.

A l'approche des élections de novembre dernier, certains s'employèrent à rappeler la décision toute altruiste de nos édiles. Mais, à la première séance du Conseil communal, que firent nos « désintéressés »? A une écrasante majorité, ils décidèrent que, dorénavant, ils toucheraient les quarante sous que vaut un jeton de présence sous le prétexte « qu'il est démocratique que les fonctions publiques soient rétribuées ». Ainsi, il y a un an, il était démocratique de gérer gratuitement les affaires publiques. Aujourd'hui, *que les élections sont faites,* il serait antidémocratique de ne pas se faire payer le temps employé à boire des « demis » au café d'en face ou à assister aux représentations du Théâtre ou du Kursaal!

Non, mais faut-il que ces gens-là prennent les électeurs pour des naïfs pour oser leur en servir de pareilles!

* * *

En Suisse, les fonctions de député aux Chambres ne sont pas rétribuées par quinze mille francs annuels comme chez nos bons voisins de France. Au juste, nous ne savons quel est le salaire réel de nos sympathiques représentants, bien que nous croyions qu'il est de 20 fr. par séance. Mais, pour certains qui sont dans les bonnes grâces du gouvernement, il est fort élastique, si l'on en juge par le fait suivant. Un procès est en cours entre la Confédération et la compagnie du Gothard à propos du rachat de celui-ci. Les intérêts de la patrie ont été confiés à M. Paul Scherrer, député de Bâle au Conseil des Etats. Ce monsieur, s'il se contente de 20 fr. par jour pour user ses fonds de culotte sur les fauteuils du Palais fédéral, est plus exigeant lorsqu'il s'agit de triturer les textes juridiques. Il a exigé de la caisse fédérale un acompte pour le « travail » accompli jusqu'ici. Et cet *acompte* s'est élevé à la petite somme de *20,263 francs 80.*

Quel sera le montant de la note finale? Nous n'oserions y songer si nos législateurs n'étaient pas des gens « désintéressés »! *O. Ss.*

DANS LES CHEMINS DE FER FÉDÉRAUX

A peine avais-je terminé mon précédent article que les événements venaient malheureusement confirmer le perpétuel danger que courent les agents des trains et faire une nouvelle victime.

Le lundi 13 décembre, un jeune conducteur du dépôt de Lausanne se rendait à Martigny pour renforcer, dès cette gare, le personnel d'un train de marchandises allant à Saint-Maurice pour continuer ensuite sur Renens.

Par un froid très vif, dix à douze degrés, le malheureux fut posté sur la plateforme d'un frein où la neige et la glace formaient une couche de deux ou trois centimètres d'épaisseur. On ignore ce qui s'est passé; mais il suffit de dire que, saisi par le froid, sans doute, il est tombé sur la voie. On l'a retrouvé horriblement partagé en plusieurs tronçons. Notre infortuné compagnon laisse une jeune veuve avec un enfant de trois mois.

Ce cas allonge d'un nom la liste des nombreux camarades fauchés en plein travail. La plupart sont morts; les autres restent mutilés et ont encore la douleur de voir marchander, par leurs chefs, l'indemnité à laquelle ils ont droit.

Il n'y a pas si longtemps que, dans la même contrée, toute une série d'accidents se produisirent. A Martigny, un de ceux-ci a coûté la vie d'un homme; à Brigue, c'est plusieurs employés qui sont électrocutés, écrasés, mutilés; à Saint-Maurice également, plusieurs victimes. Il en est de même à Lausanne, où l'on peut compter, en peu de temps, plusieurs cas; à Renens, que nous pourrions dénommer le « cimetière des cheminots », et, à Yverdon, deux tués dans l'espace de quelques mois. Et la série sanglante va s'allongeant sans trêve.

Chaque cas donne lieu à une enquête administrative. C'est là que nous voyons intervenir les « marchands de chair humaine ». Ces derniers sont capables de tout pour introduire dans l'enquête certaines circonstances, supposées ou possibles, pouvant alléger les responsabilités de l'administration. Ils ont déjà fait leurs preuves. Aussi, les offres d'indemnités sont dérisoires. De là, des procès, et on sait ce qu'ils rapportent... aux pauvres diables.

A part tous ces dangers, toutes ces tracasseries, le service dans les C. F. F. est encore un véritable esclavage. Les jours de congé sont bien fixés à l'avance; mais, si vous avez réglé l'emploi de votre journée de liberté, il n'est pas rare que, au dernier moment, un ordre, devant lequel il faut s'incliner sans appel, vous oblige à prendre le service. C'est ainsi qu'en lieu et place d'une gaie fête de famille ou d'une réunion d'amis, fixées à l'avance d'après le tableau des jours de congé, il faut souvent que l'employé des C. F. F. se contente, par exemple, d'un vilain service de nuit à assurer.

Un autre inconvénient que je ne veux pas oublier de signaler, c'est l'instabilité de notre situation. Au moment où l'on s'y attend le moins, on peut, en effet, être déplacé. On doit alors quitter la société où l'on avait arrangé sa petite vie et son cercle d'amis pour une destination peut-être inconnue, souvent éloignée de votre famille, et où vous attendent parfois de cruelles désillusions.

Un désavantage qu'occasionnent ces changements réside dans la différence des impôts. Dans les cantons de Genève, Vaud et Neuchâtel, les prélèvements du fisc sont encore supportables. Il n'en est pas de même en Valais, à Fribourg ou à Berne, où le gouvernement ne se gêne pas pour soutirer de notre traitement, déjà insuffisant, le 6 p. 100 comme impôt. Et cela, sans que nous n'en retirions souvent aucun avantage. En effet, prenons par exemple le cas d'un employé protestant déplacé en Valais ou à Fribourg. Il n'aura pas même la possibilité d'envoyer ses enfants à l'école publique, parce que celle-ci, au mépris de la Constitution, est une école confessionnelle. La religion y joue le principal rôle; elle s'immisce dans toutes les branches de l'instruction.

Mais ce qui aigrit le plus les cheminots et leur fait trouver la profession détestable, surtout chez les jeunes, ce sont, en dehors des inconvénients et dangers cités plus haut, les mille tracasseries et mesquineries qu'il faut endurer dans les rapports avec les supérieurs et les collègues plus âgés. Ceux-ci, dont l'éducation a été faussée, au lieu de se montrer des frères aînés, exploitent leurs jeunes collègues et vont quelquefois jusqu'à les tyranniser, sous le prétexte de leur inculquer le service et de leur apprendre à vivre.

Il y a pourtant de bons chefs et de bons collègues, modèles de travail et d'intelligence, qui se montrent larges et bienveillants, mais c'est plutôt rare. Et quand on les a connus, on est d'autant plus sensible aux vilenies des autres.

Ces dernières critiques, qui peuvent paraître un peu exagérées, sont justifiées par la mentalité caractéristique des cheminots. Nous y reviendrons prochainement. En attendant, on peut dire franchement que la grande majorité des cheminots sont des miséreux. Inutile qu'ils se prévalent de leur position d'employés des C. F. F. pour se croire supérieurs aux autres travailleurs. *Comme eux, nous sommes des exploités et rien de plus.*

Les organes de nos associations sont donc mal venus de nous crier victoire au sujet des nouvelles de Berne concernant la loi sur les traitements, comme on peut le lire dans le dernier *Journal suisse des chemins de fer.* Si nos puissantes sociétés ne peuvent obtenir mieux, reconnaissons que leur tactique est mauvaise et abandonnons-la pour faire mieux.

Un cheminot révolutionnaire.

QUESTIONS ADMINISTRATIVES

L'agrandissement du journal nous oblige à décentraliser encore le travail qu'il exige. Aussi, nous recommandons instamment à tous nos correspondants de n'écrire que sur un seul côté de leur feuille, de façon à ce que nous puissions rapidement répartir, entre les camarades que cela concerne, en coupant les lettres, les indications qu'elles contiennent.

Ne pas oublier de répéter son adresse en signant ses lettres; cela nous évite des recherches.

Pour l'expédition du journal, nous devons arriver à un service irréprochable. A la première irrégularité, l'abonné doit réclamer son journal au facteur, puis nous prévenir si cette première réclamation ne suffit pas.

Ne jamais oublier d'indiquer, au dos du coupon, la destination de tous les versements faits à notre compte de chèques postaux II. 416.

Prochainement, nous prendront en remboursement le montant de l'abonnement du premier semestre 1910, soit 2 francs. Les abonnés qui désirent économiser les frais de recouvrement par la poste n'ont qu'à verser le montant de leur abonnement à notre compte de chèques.

La commission du journal.

Lettre de Neuchâtel

Neuchâtel, décembre 1909.

Le dimanche 12 décembre dernier s'est tenu, à Auvernier, un petit concile politico-économique. On y a parlé quelque peu de nos idées syndicalistes. Je crois donc utile de donner aux lecteurs de la *Voix du Peuple* quelques renseignements sur les discussions qui se firent jour au cours de cette assemblée.

Il s'agissait de discuter sur une loi cantonale réglementant la fermeture des magasins le dimanche. Toutes les associations ouvrières du canton étaient convoquées. L. Daum, député au Grand Conseil, est nommé président; le camarade Corlet, du Syndicat des employés de commerce de La Chaux-de-Fonds, secrétaire.

Daum donne lecture d'un long questionnaire de M. Calame, chef du Département de justice et police, au sujet de la fermeture des magasins, le dimanche, dans tout le canton.

Guillaume Perret, du Locle, fait le panégyrique de M. Calame et le représente comme un « homme qui penche beaucoup du côté du parti ouvrier ». Il fait remarquer que c'est le seul homme d'Etat qui, jusqu'à présent, a daigné nous consulter sur un projet de loi.

Un camarade de La Chaux-de-Fonds proteste aussitôt et fait remarquer que le Syndicat des employés de commerce de cette ville fait, depuis trois ans, de la propagande dans ce sens et a réclamé une loi sur la fermeture des magasins.

Une longue discussion a suivi sur l'opportunité de laisser en dehors de la loi les boulangeries, boucheries et autres magasins d'approvisionnements. Inutile de nous étendre longuement là-dessus. Signalons cependant la logique de nos politiciens neuchâtelois. Guillaume Perret reproche à un camarade d'avoir été s'approvisionner chez un boucher un dimanche et lui dit qu'il n'est pas un bon syndicaliste. Puis, quelques minutes plus tard, le même Guillaume Perret propose et fait voter que les boulangeries seront ouvertes le dimanche !!

Puis vient la question antialcoolique à propos de la fermeture des débits d'alcool à l'emporter. Guillaume Perret fait une charge à fond contre l'alcool et démontre, d'une façon saisissante, les [illegible] ce fléau cause dans les rang[illegible] termine sa péroraison en em[illegible]anquons

verre et en... le vidant d'un trait. Ses compagnons de table applaudissent. Je jette un coup d'œil oblique de leur côté. Leur table est encombrée de... bouteilles vides.

Un camarade de Neuchâtel demande, puisqu'il s'agit d'un projet de loi, que l'on en profite pour décréter le Premier-Mai jour férié. Tête de nos députés, qui ne se soucient pas de présenter un pareil postulat devant le Grand Conseil. Daum trouve de suite une bonne solution et déclare qu'il ne faut pas demander le Premier-Mai, mais le prendre. C'est simplement de l'action directe préconisée par le député Daum. Nous nous en souviendrons.

Pour terminer, Guillaume Perret souhaite de voir plus souvent les Unions ouvrières du canton se réunir pour constituer par la suite une Union cantonale neuchâteloise. Il nous raconte que la Fédération des Unions ouvrières de la Suisse romande n'a pas le droit de porter ce nom, parce qu'elle ne groupe qu'une minorité. Il déplore que l'Union ouvrière de Neuchâtel ait dans son sein quelques « bouillants camarades » et dit qu'il faudra les convaincre. Pour cela, il faut à la classe ouvrière des défenseurs et des secrétaires permanents. Il nous annonce qu'il veut venir à Neuchâtel et travailler à la prospérité de l'Union ouvrière de Neuchâtel.

Merci bien du cadeau. J'espère que ce bonhomme nous fera le plaisir de rester où il est. Il n'y a pas de place à l'Union ouvrière de Neuchâtel pour un aspirant député. S'il compte sur nous pour payer sa propagande électorale et patriotique, il tombe mal.

A Neuchâtel, nous avons lâché la politique électorale et nous avons réorganisé l'Union ouvrière sur une base syndicaliste. Nous n'avons nullement l'intention de faire machine en arrière.

Un « bouillant » à convaincre.

LES SALUTISTES

Depuis quelque temps, cette secte fait des siennes un peu partout, et je tiens à signaler un ou deux cas. Il y a environ une année, un jeune homme était endoctriné par ces bandits et quittait une très belle place de comptable pour devenir officier de l'Armée du Salut. Il n'y a subi que des privations et des misères jusqu'au jour où il a compris ce qu'était cette bande.

Voici un autre cas qui s'est passé il y a deux mois ici même, au village d'où j'écris. Une jeune fille a tout abandonné, parents, fiancé, pour suivre ces malfaiteurs qui l'ont enjôlée en lui faisant voir les beaux côtés de leurs doctrines sans lui montrer le masque d'hypocrisie derrière lequel tous ces gens-là se cachent. Tel est le cas d'un de ces salutistes maudits qui s'arrête de travailler pour lire la Bible et ensuite va battre sa femme jusqu'à la laisser évanouie sur le plancher. Il porte tout son gain à des maîtresses qu'il a dans l'Armée du Salut, alléguant que c'est Dieu qui le lui commande lorsque sa femme légitime essaie de lui faire un reproche.

Je pourrais citer d'autres faits encore, mais je m'arrête en me demandant pourquoi nous ne mettons pas le holà dans des officines de ce genre. Ce sont des criminels qui se servent de la Bible et de belles paroles pour entraîner les jeunes gens et des jeunes filles au déshonneur et à la perdition.

Parents, méfiez-vous des salutistes qui s'attachent à vous et à vos enfants, car la religion leur sert de manteau pour cacher leurs méfaits. Repoussez ces gens à uniforme sang et feu qui n'ont que le bon Dieu dans la bouche et le diable au corps, et vous hypnotisent pour faire de vous leur chose, leur jouet. Fuyez-les comme la peste, ces brigands religieux, tous plus rusés et plus fanatiques les uns que les autres. *Un libre penseur,*

J. Richard.

PETITE REVUE

De la *Vie ouvrière* (Cratès) :

Pour qu'un mouvement révolutionnaire réussisse, il faut aux mécontents des « cadres ». Les organisations politiques ne valent rien : en tous pays, les chefs sont dans la main des financiers. Les syndicats ouvriers peuvent servir, mais il faut qu'ils soient nombreux, actifs, disciplinés, répandus sur tout le pays, et non concentrés en quelques foyers puissants, mais isolés. La mobilisation doit être rapide (la victoire est à celui qui attaque), soudaine et générale, réalisée d'un coup dans tout le pays. Elle doit être dès l'abord maîtresse des télégraphes et des chemins de fer, sans lesquels aucun mouvement d'ensemble n'est possible.

* * *

De la *Guerre sociale* (G. Hervé) :

Pour opérer une transformation sociale un peu profonde, il faut de la passion et de l'enthousiasme ; et pour que les masses populaires se passionnent, il faut qu'elles espèrent une amélioration immédiate et sensible de leur sort. Or, quel enthousiasme voulez-vous que le peuple ait pour des réformes qui, pendant de nombreuses années, ne modifieront en rien sa condition?